

la revue

Les nouvelles de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Six nouveaux indicateurs proposés pour aider le Canada à maintenir sa prospérité – le rapport final sur les IDDE

La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie a publié son rapport final sur les indicateurs de développement durable et d'environnement (IDDE) le 12 mai à Ottawa.

L'initiative de trois ans visait à établir un ensemble d'indicateurs crédibles et faciles à utiliser dans le but de déterminer si les activités économiques canadiennes en place menacent le bien-être des générations à venir.

« L'initiative découle en partie de la conclusion mondialement répandue selon laquelle les mesures actuelles du progrès comme le PIB (produit intérieur brut) sont très peu révélatrices des mouvements du capital naturel, humain et social qui sous-tendent une société et une économie saines, nous dit Stuart Smith, coprésident du Comité d'orientation de l'Initiative des IDDE. Les recommandations du rapport constituent un premier pas vers l'établissement des coûts véritables des décisions économiques et politiques. »

En plus de proposer de nouveaux indicateurs, le rapport recommande également que le gouvernement accroisse son système de comptabilité nationale et améliore ses systèmes de collecte de données sur l'environnement.

Six nouveaux indicateurs pour suivre l'état du capital naturel et humain

« À l'heure actuelle, le Canada ne suit pas l'état de ses ressources écologiques. Nous pourrions parfaitement être en train d'épuiser nos réserves de capital naturel, au détriment des générations qui nous suivront », a déclaré Stuart Smith.

Pour étoffer les données sur les perspectives économiques canadiennes à long terme, le rapport

recommande que le gouvernement ajoute aux indicateurs économiques en place comme le PIB, des comptes rendus annuels sur six mesures de capital naturel et humain, soit :

Un indicateur de la tendance de la qualité de l'air — pour suivre l'exposition des Canadiens à l'ozone troposphérique (O₃), un polluant atmosphérique particulièrement nocif. Pour la première fois, le rapport de la TRNEE mesure l'information sur la qualité de l'air provenant du

Canada en fonction de la population. L'étude révèle que, bien que le niveau de smog auquel est exposée la population



• **Mise à jour sur les programmes**

• **Nouveaux programmes**

• **Stratégie nationale sur l'aménagement des sites urbains contaminés**

Le Programme de l'Écologisation de la fiscalité prend une nouvelle direction – énergie

Dès ce printemps, le Programme de l'écologisation de la fiscalité de la TRNEE inclura l'étude du rôle des politiques financières dans la réduction de l'intensité des émissions de carbone des systèmes énergétiques canadiens.

Cette nouvelle orientation est motivée par un message clair des intervenants selon lequel le programme devait porter sur les questions stratégiques importantes pour le Canada, à long terme. On a de plus réalisé que la ratification du Protocole

de Kyoto entraînera des modifications substantielles du marché énergétique canadien.

Par le biais d'une série d'études de cas, la TRNEE tentera de démontrer comment les politiques financières pourraient détourner la production et la consommation d'énergie canadienne des combustibles, procédés et technologies à intensité carbonique. Ces études de cas tiennent compte des politiques fiscales qui :

suite à la page 3

Document sur les publications de la TRNEE à l'intérieur

TRNEE  NRTEE

Édifice Canada, 344, rue Slater, bureau 200
Ottawa (Ontario) Canada K1R 7Y3

Canada Building, 344 Slater Street, Suite 200
Ottawa, Ontario Canada K1R 7Y3

Le rapport final sur les IDDE, suite de la page 1 canadienne augmente lentement (+ de 3 % sur 20 ans), les scientifiques ont découvert que le niveau actuel de smog pouvant nuire aux gens ou les tuer est plus faible qu'on l'avait d'abord cru.

Un indicateur de la qualité d'eau douce—pour fournir une mesure nationale indiquant la qualité de l'eau favorisant le milieu aquatique, les loisirs, l'agriculture et autres utilisations. Pour la première fois, on a réuni de l'information sur la qualité de l'eau démontrant qu'en 2002, 22 % des voies d'eau examinées étaient en mauvais état.

Un indicateur des émissions de gaz à effet de serre—pour suivre le total des émissions annuelles canadiennes de gaz à effet de serre, dont le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane, l'oxyde nitreux, l'hydrofluorocarbure, les hydrocarbures perfluorés et les hexafluorures de soufre. Les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 16 % au Canada depuis 20 ans.

Un indicateur du couvert forestier—suivi des changements de l'étendue des forêts canadiennes. Le rapport inclut la première mesure du couvert forestier prise par satellite.

Un indicateur de l'étendue des terres humides—suit les changements de l'étendue des terres humides au Canada. Souvent considérées comme les poumons de la planète, les terres humides présentent un aperçu de la biodiversité. Curieusement, on ne possède aucune donnée permettant actuellement de calculer cet indicateur, mais on pourrait l'établir en deux ans grâce aux données recueillies par télédétection.

Un indicateur de capital humain (niveau de scolarité)—pour suivre le pourcentage de la population entre 25 et 64 ans dont le niveau de scolarité dépasse le secondaire. Cet indicateur permettra d'évaluer notre investissement dans une

population bien scolarisée et nous aidera à comprendre notre capacité concurrentielle dans une économie fondée sur le savoir. La Table ronde a découvert que cet indicateur a augmenté de plus de 10 % de 1990 à 2000.

La détermination des indicateurs a été guidée par un comité d'orientation de 30 membres composé notamment de représentants d'organismes dans l'établissement d'indicateurs de viabilité, d'organismes non gouvernementaux, d'entreprises et d'organisations financières, d'universités et du gouvernement.

« Nous devons reconnaître que les moyens dont nous disposons à l'heure actuelle pour en mesurer les progrès sont inadéquats...

[les indicateurs] pourraient avoir une incidence plus grande sur la politique publique que toute autre mesure que nous pourrions prendre. »

— *Le ministre des Finances, annonçant l'Initiative sur les IDDE dans le budget du printemps de 2000*

Un système de comptabilité nationale plus étendu

Le rapport recommande également que le gouvernement étende en permanence son Système de comptabilité nationale (SCN) pour inclure des mesures du capital naturel et humain, et éventuellement, du capital social.

Le cadre d'analyse le plus utilisé de l'économie canadienne, le SCN, constitue la base de la plupart de nos indicateurs macroéconomiques, notamment du PIB. Par ailleurs, il porte surtout sur les transactions de marché et ne tient pas compte de la valeur des ressources naturelles hors-marché ni du coût de la pollution. L'expansion du SNC pour inclure d'autres comptes de capitaux en fera un cadre plus précis sur lequel baser les décisions économiques et politiques.

Une vision élargie du capital

Les recommandations de la TRNEE reposent sur une vision élargie du capital—un terme économique utilisé d'abord pour désigner l'infrastructure comme les immeubles et l'équipement et qui favorise la production économique éventuelle. Il comprend :

le capital produit—équipement, immeubles, machinerie et autre infrastructure qui entraînent des avantages à long terme en contribuant à la production d'autres biens et services.

le capital naturel—les ressources naturelles, la terre et les écosystèmes qui fournissent des matériaux naturels (comme le bois) et des services essentiels (nettoyage de l'air et de l'eau, un sol productif, l'habitat de la faune, un climat prévisible et relativement stable).

le capital humain—le savoir, les aptitudes, les compétences et les autres attributs des individus qui favorisent la création du bien-être personnel, social et économique.¹

le capital social—la forme de capital la moins comprise; englobe les dispositions institutionnelles structurées et non structurées, les relations, les réseaux et les normes qui favorisent l'action collective. Il faudra poursuivre les travaux menant à la compréhension et à la mesure du capital social.

¹ Organisation de coopération et de développement économiques, *The Well-Being of Nations: The Role of Human and Social Capital*, 2001.

« Connaître seulement le degré d'activité économique – le PIB – ne suffit pas. Il ne nous apprend rien sur nos réserves de capital naturel, affirme David J. McGuinty, président-directeur général de la TRNEE. La nature nous fournit de l'eau et de l'air purs ainsi que des ressources naturelles exploitables et toute une gamme de recettes, de modèles et d'idées de la biodiversité. Le capital naturel constitue le fondement de notre économie. Si la nature éprouve des difficultés, mieux vaut que nous en soyons conscients tôt que tard. »

Amélioration des données sur l'environnement

Le rapport démontre que la majeure partie des données environnementales canadiennes sont incomplètes, inégales pour l'ensemble du pays et extrêmement faibles pour certains secteurs. La TRNEE recommande donc que le gouvernement fédéral collabore avec les différents ordres de gouvernement pour améliorer la qualité et la quantité

Le rapport final sur les IDDE, suite de la page 2 des données environnementales, et que le Système canadien d'information sur l'environnement joue un rôle central à cet égard.

« Les nouveaux indicateurs et les nouveaux comptes devront reposer sur le type de système national promu par le SCIE », a conclu Stuart Smith.

L'état du débat

Le rapport présente également les éléments de désaccord entre les participants à l'initiative. Un des points les plus controversés portait sur la question de savoir si l'information sur les formes de capital canadien pourrait ou devrait être transposée en une valeur monétaire unique se rapprochant du PIB. De plus, quelques participants s'opposaient à la forme que prenait l'indicateur final ou ne s'entendaient pas sur la question d'ajouter d'autres indicateurs.

Étapes à venir

La mise en œuvre des recommandations nécessitera la participation de nombreux organismes, dont le ministère des Finances et d'autres ministères fédéraux, le Conseil canadien des ministres de l'Environnement, d'organismes provinciaux, universitaires et à but non lucratif. Au cours de la prochaine année, la TRNEE favorisera la mise en œuvre des recommandations et l'avantage d'élargir la portée des comptes nationaux. b

Écologisation de la fiscalité, suite de la page 1

- **favorisent la commercialisation des systèmes d'énergie à hydrogène** en encourageant les consommateurs et les sociétés canadiennes à recourir aux technologies de l'hydrogène, en participant à l'établissement d'une infrastructure de l'hydrogène et en appuyant la R&D dans ce secteur;
- **favorisent l'efficacité énergétique** par des mesures à court terme (en encourageant les vérifications énergétiques domiciliaires; par l'amélioration des immobilisations menant à une production d'énergie plus efficace; par les voitures à haut rendement) et par des approches plus systémiques (par la promotion de la production mixte d'énergie thermique et de systèmes d'énergie communautaires ou bi-énergétiques);
- **favorisent l'énergie renouvelable** en augmentant la proportion des nouvelles sources de génération d'électricité et en encourageant le



secteur privé à générer de l'énergie verte et en en prônant l'achat par les consommateurs et les sociétés canadiennes.

La TRNEE compte poursuivre les travaux reliés à ces études de cas pendant 12 à 18 mois. Pour de plus amples renseignements sur le programme d'écologisation fiscale, consultez le site Web de la TRNEE.

Réforme de l'écologisation de la fiscalité

Les gouvernements ont de tout temps utilisé les politiques financières (taxation, politiques de dépenses) pour générer des recettes et stimuler la croissance économique, plutôt que pour réaliser de vastes objectifs sociaux et environnementaux. La réforme de l'écologisation de la fiscalité de la TRNEE vise à démontrer de quelle façon les gouvernements peuvent utiliser les politiques financières comme outil stratégique de réalisation simultanée des objectifs environnementaux et économiques. b

Mises à jour sur les programmes

Viabilité urbaine

Le rapport de l'État du débat sur la viabilité urbaine sera diffusé le 30 mai 2003 dans le cadre du congrès annuel et de l'exposition municipale de la Fédération des municipalités canadienne à Winnipeg au Manitoba. LA TRNEE compte faire la promotion du rapport par une tournée canadienne durant laquelle seront présentés des événements dans cinq grands centres urbains du pays (Halifax, Montréal, Toronto, Winnipeg, Calgary et Vancouver).



On en profitera pour promouvoir la stratégie nationale de réaménagement des sites urbains contaminés publiée au début de février dernier. Pour de plus amples renseignements sur le programme de viabilité urbaine, consultez notre site Web.

On en profitera pour promouvoir la stratégie nationale de réaménagement des sites urbains contaminés publiée au début de février dernier. Pour de plus amples renseignements sur le programme de viabilité urbaine, consultez notre site Web.

Conservation du patrimoine naturel

La TRNEE publiera en juin 2003 son rapport de la série " l'État du débat " sur la conservation du patrimoine naturel intitulé *Préserver le capital naturel du Canada : une vision pour la conserva-*

tion de la nature au XXI^e siècle. Le rapport fait suite à des consultations tenues à l'automne 2002, par le biais notamment d'un atelier multilatéral auquel ont participé plus de 70 personnes représentant de nombreux secteurs et régions et qui ont discuté de la version préliminaire du rapport et de ses recommandations. Le rapport présente les études de cas suivantes sur la conservation de la nature également affichées sur notre site Web :



- Réserve de la biosphère de la baie Clayoquot (Colombie-Britannique);
- Projet de gestion intégrée de l'Est du Plateau néo-écossais (Nouvelle-Écosse);
- Terres pour la vie (Ontario);
- Consultation du secteur minier au Manitoba (Manitoba);
- Région de gestion de la Muskwa-Kechika (Colombie-Britannique);
- Programme de conservation des estuaires du Pacifique (Colombie-Britannique);
- Parc national Vuntut (Yukon);
- Stratégie sur les aires protégées du Yukon (Yukon).

Pour de plus amples renseignements sur notre programme de conservation du patrimoine, consultez notre site Web. b

Nouveaux programmes

Les marchés financiers

Comment se porte le dossier commercial de la viabilité? Le nouveau programme de la TRNEE sur les marchés financiers porte sur la relation entre le rendement financier et les activités des entreprises pour améliorer le rendement environnemental et social.

La TRNEE croit que le dossier commercial de la viabilité n'a pas encore été véritablement constitué. Durant la première phase du programme, on mettra à l'essai la théorie en invitant notamment des intervenants clés des secteurs de la finance et de l'entreprise à situer l'état du débat sur les liens entre les pratiques viables et les résultats essentiels. Puis, on rédigera des recommandations permettant de

Nouveaux programmes, suite...

mieux relier les mesures de viabilité au rendement financier.

Pour de plus amples renseignements sur le programme des marchés financiers, consultez le site Web de la TRNEE.

Patrimoine naturel – Phase II

La Table ronde a entrepris une deuxième phase du Programme de conservation du patrimoine naturel. La première phase portait sur l'importance de la conservation des « terres exploitées », soit la portion des terres publiques et privées allouées à des utilisations industrielles comme la foresterie, les mines, l'exploration

gazière et pétrolière, l'aménagement hydroélectrique. On est à établir l'étendue de la deuxième phase du programme qui pourrait porter entre autres sur l'examen de l'effet des mesures de réforme de l'écologisation de la fiscalité sur les terres publiques allouées aux sociétés exploitant des ressources. LA TRNEE espère avoir établi la portée du programme dès l'automne.

Pour de plus amples renseignements sur la phase II du Programme du patrimoine naturel, consultez le site Web de la TRNEE. b

Réhabiliter le passé, construire l'avenir: une stratégie nationale des sites urbains contaminés réhabilitables pour le Canada

La stratégie nationale de réaménagement des sites urbains contaminés vise à transformer les sites urbains contaminés du Canada en centres urbains vibrants, productifs, sains, par le biais d'efforts concertés des différents ordres de gouvernement, du secteur privé et des organismes communautaires.

Conçue pour éliminer les obstacles dont le manque de capitaux, les problèmes reliés aux risques et à la responsabilité, et dans le but de sensibiliser les intervenants, la stratégie est une entreprise réalisable, pratique et innovatrice qui présente une approche uniformisée, complète et nationale de réaménagement des sites urbains contaminés au Canada.

On peut se procurer un exemplaire du rapport en français ou en anglais. Pour les modalités de commande, consultez le catalogue ci-joint.



MEMBRES DE LA TRNEE

Président

Harvey L. Mead
Sainte-Foy (Québec)

Vice-présidente

Patricia McCunn-Miller
Vice-présidente des affaires environnementales et réglementaires
EnCana Corporation
Calgary (Alberta)

Vice-président

Ken Ogilvie
Directeur général
Pollution Probe Foundation
Toronto (Ontario)

Harinder P. S. Ahluwalia
Président-directeur général
Systèmes Info-Électroniques Inc.
Dollard-des-Ormeaux (Québec)

Edwin Aquilina
Conseiller spécial auprès du maire
Ville d'Ottawa
Ottawa (Ontario)

Louis Archambault
Président-directeur général
Groupe-conseil Entraco Inc.
North Hatley (Québec)

Jean Bélanger
Ottawa (Ontario)

Katherine M. Bergman
Docteur, faculté des sciences et professeure à la faculté de géologie, Université de Regina
Regina (Saskatchewan)

William J. Borland
Directeur, Affaires environnementales
JD Irving Limited
Saint John (Nouveau-Brunswick)

Douglas B. Deacon
Propriétaire
Trailside Café and Adventures
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)

Terry Duguid

Président
Manitoba Clean Environment Commission
Winnipeg (Manitoba)

Michael Harcourt

Associé principal
Sustainable Development Research Institute
University of British Columbia
Vancouver (Colombie-Britannique)

Marie-Claire Hélie

Vice-présidente
Financière Banque Nationale
Outremont (Québec)

Linda Louella Inkpen

St. Phillips (Terre-Neuve et Labrador)

Diane Frances Malley

Présidente
PDK Projects Inc.
Winnipeg (Manitoba)

Cristina Marques

Co-propriétaire et promotrice de constructions
Dreamcoast Homes
Toronto (Ontario)

Angus Ross

Président
L & A Concepts
Scarborough (Ontario)

Qussai Samak

Conseiller syndical
Confédération des syndicats nationaux
Montréal (Québec)

John Wiebe

Président-directeur général
GLOBE Foundation of Canada
Vancouver (Colombie-Britannique)

Judy G. Williams

Associée
MacKenzie Fujisawa
Vancouver (Colombie-Britannique)

SECRETARIAT DE LA TRNEE

Président-Directeur général

David J. McGuinity

Conseillère principale au Président-Directeur général

Carolyn Cahill

Adjointe de direction au Président-Directeur général

Juliana Bravo

Secrétaire général et directeur des opérations

Gene Nyberg

Adjointe de direction au secrétaire général

Hélène Sutton

Conseiller / Conseillère en politiques

Karen Hébert

Meg Ogden

Alexander Wood

Chargée des projets spéciaux

Lisa Woodward

Associée à la recherche

Claire Aplevich

Gestionnaire des communications

Moira Forrest

Conseillère en communications

Kelly Bagg

Agent de soutien du réseau et site Internet

Edwin Smith

Agente des communications

Christine Choury

Éditrice

Kindi Chana

Coordonnatrice du fonds d'information documentaire

Angela Kuhn

Gestionnaire de bureau et coordonnatrice des conférences et réunions

Cathy Heroux

Gestionnaire, Finances et administration

Pierrette Guitard

Agent principal, Finances et administration

Michael Hammond

Agente, Finances et administration

Anne Mineault

Commis, Finances et administration

Denise Dincl-Larivière

Adjointes administratives

Lise Bélanger

Denise Johnston

Tania Tremblay

Réceptionnistes / Secrétaires

Carole Desjardins

Denise Wilson

Renseignements supplémentaires : Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Édifice Canada
344, rue Slater, bureau 200
Ottawa (Ontario)
Canada K1R 7Y3
Tél. : (613) 992-7189
Télec. : (613) 992-7385
Courriel : admin@nrtee-trnee.ca
Web : <http://www.nrtee-trnee.ca>

Pour éviter tout dédoublement et gaspillage, veuillez nous signaler toute erreur éventuelle dans votre adresse postale.

Imprimé avec des encres végétales sur du papier recyclé Evolution, (Rolland) Choix environnemental canadien.

Also available in English

ISSN 1200-0450